



L'Égypte dans la tourmente : La révolte de la faim et la soif de liberté

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 10 février 2011

10 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Pauvreté et inégalités sociales](#)

«L'affamé ne peut pas manger un bulletin de vote.»

Berthold Brecht

La révolution du «narguilé» a surpris comme celle de Tunis, les stratèges occidentaux pensaient que leur système d'intronisation des despotes à la tête des pays arabes, bien verrouillés, allait durer mille ans. Il n'en fut rien, le désespoir des jeunes a fait que la superstructure a volé en éclats, l'Europe a mis du temps à comprendre que ce n'était pas une révolte du pain classique, mais qu'il y avait un vent de liberté qui soufflait. Pendant longtemps les tyrans arabes avaient fait miroiter aux Occidentaux le spectre de l'islamisme.

L'Égypte en coupe réglée par les vautours de la finance

Une lettre de lecteur publiée par le Financial Times d'aujourd'hui confirme le rôle de l'inflation des prix alimentaires en Égypte. La lettre de Vincent Truglia, intitulée, « C'est la nourriture et non pas la politique qui est au centre de la contestation en Égypte », affirme que l'alimentation est « la vraie raison » du soulèvement actuel. « Il ne s'agit pas d'un soudain désir de réforme. La question essentielle est plutôt le prix de la nourriture. (...) Le ministère de l'Agriculture égyptien rapporte que 40% de la consommation alimentaire, comprenant 60% de la consommation intérieure de blé, l'aliment de base du pays, furent importés. L'Égypte, dans le passé, un des greniers à blé du monde, est aujourd'hui humiliée par son statut de plus grand importateur de nourriture mondiale. De plus, le gouvernement annonça que 50% des approvisionnements en blé furent ravagés par des insectes. Un tel gouvernement jette des doutes sur sa compétence.(...) L'enjeu n'est pas un enjeu politique; il s'agit de nourriture.»(1)

« Crise sociale en Égypte, écrit Michel Chossudovsky: une aubaine pour les investisseurs de Wall Street et les spéculateurs. Y a-t-il une intention cachée derrière la décision de Moubarak de ne pas se retirer? La décision de Moubarak de ne pas démissionner a été prise en collaboration étroite avec Washington. L'administration étasunienne, y compris les services de renseignement étasuniens, ont soigneusement identifié les scénarios probables. (...) Le pillage de la richesse monétaire du pays fait partie intégrante du programme macroéconomique. (...) Selon des sources officielles, la Banque centrale d'Égypte détenait 36 milliards de dollars en devises, ainsi que 21 milliards de dollars additionnels en dépôts dans des institutions financières internationales. La dette extérieure de l'Égypte, laquelle s'est accrue de plus de 50% dans les cinq dernières années, est de l'ordre de 34,1 milliards de dollars (2009). Cela signifie que ces réserves de la Banque centrale sont de facto basées

sur de l'argent emprunté. (...) Dans les jours qui ont précédé le discours de Moubarak, l'évasion de capitaux roulait au rythme de plusieurs centaines de millions de dollars par jour. (...) Bouleversement financier, hausse de la dette, augmentation en flèche des prix des aliments: avant que l'on ait réclamé des élections «démocratiques», l'Égypte aura été soumise aux règles rigides d'une nouvelle série de conditions du FMI.»(2)

En fait, le pain ne suffit plus, il faut aussi ajouter la liberté. Parlant de la révolte égyptienne, le professeur Steven Laurence Kaplan note que « les enjeux de cette «mystique» sont autrement explosifs en Egypte, où elle s'épanouit pleinement ces jours-ci. Comme en Tunisie, où, dans les manifestations de la révolution dite de jasmin, on brandissait des pains - toujours signe d'une sévère réprobation sociale -, en Egypte le pain est très présent dans le répertoire de l'action collective. Au pays des Pharaons, ce n'est pas un fait nouveau. En 1977, déjà, de façon spectaculaire, et encore en 2008, les émeutes du pain ont ébranlé le régime. Secouru par d'importantes subventions américaines, le Raïs a fait cuire et distribuer le pain par une armée déjà assez proche des soucis populaires. A l'heure actuelle, le pain resurgit en Egypte, avec une revendication au moins aussi aiguë et urgente: la liberté». Le Monde du 28 janvier rend compte des manifestants caiotes scandant «Du pain! De la liberté». Trois jours plus tard, le même journal raconte que, la nuit, sur la place Tahrir, dite de la Libération, épice de la révolte égyptienne, on improvise des matches de football: « Deux équipes ont été créées: celle du «Pain» et celle de la «Liberté». Dimanche, c'est l'équipe du «Pain» qui a gagné. » (...) « Le pauvre aime mieux le pain que la liberté », constatait Rousseau. (...) Dans le cas égyptien, où la misère pèse lourdement, mais où les pauvres et les exclus de toutes sortes sont rejoints par des diplômés, des salariés frustrés, des victimes de passe-droits et de la corruption, il paraît aujourd'hui que la liberté l'emporte. Le pain, c'est nécessaire, c'est la survie; l'exiger, c'est aussi protester contre des inégalités criantes (...). Mais le pain ne suffit plus, pas tout seul, car une fois qu'il redevient abondant et bon marché, il risque de masquer l'essentiel, la perpétuation des structures de l'injustice et de l'asservissement. D'où son lien désormais indivisible avec la liberté. (...) Sans conquérir cette liberté fondatrice, matrice, le pain ne sera jamais celui des Egyptiens eux-mêmes; et le pain d'autrui est toujours amer. (...) Le paradoxe est que trop de liberté, dans son éclosion prométhéenne, dans son ambition totalisante, prive le citoyen lambda de sa ration de pain et, à terme, de sa liberté.(...)» (3)

Soledad Gallego écrit dans le même sens: « Personne ne peut s'arroger la gloire, ni même le plaisir d'avoir anticipé ce qui couvait au sein des jeunes sociétés arabes: pas la menace fondamentaliste tant rebattue, mais un ras-le-bol profond face aux régimes despotiques et dictatoriaux protégés par l'Occident. Des millions d'Arabes, dans leur immense majorité musulmans, ne sont pas descendus dans la rue pour demander qu'on ne critique pas certains aspects de leur religion, ou pour défendre leurs différences culturelles, moins encore pour exiger l'application de la loi islamique. Non, ils sont descendus pour quelque chose de bien plus direct, quelque chose d'exemplaire: que soit respecté, précisément, ce qu'ils ont de commun avec le reste de l'humanité, le droit de voter librement, le droit à la souveraineté et à la même dignité que tous les autres peuples et nations. Les Etats-Unis au moins pourront se rappeler que Barack Obama est allé en juin 2009 à l'université du Caire pour dire que, quelle que soit la religion dont on se proclame, il existe ce que l'on appelle les droits de l'homme, et que tous les peuples aspirent pour l'essentiel à une poignée identique de prétentions communes, «la possibilité de s'exprimer librement et d'avoir une voix dans la façon dont ils sont gouvernés, la confiance en l'Etat de droit, [...] un gouvernement [...] qui ne vole pas ce qui appartient à son peuple; la liberté de vivre selon leur choix. »(4)

La succession de Moubarak: imprimatur des Etats-Unis

Justement on ne peut qu'être dubitatif en comparant le discours d'Obama au Caire et qui a fait date, rappelant celui du président Wilson après la boucherie de la Première Guerre mondiale proclamant que les pays colonisés devraient être maîtres de leur destin et même celui de Truman à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la *realpolitik* est plus amère. Pour Washington, il est fondamental de maintenir le contrôle de la structure portante des forces armées égyptiennes, que les États-Unis ont financées, équipées et entraînées, dépêché en vitesse au Caire le 31 janvier pour des rencontres de haut niveau avec Hosni Moubarak, qui a confirmé qu'il ne démissionnerait pas de la présidence avant la tenue d'élections prévues pour l'automne 2011. Dans une déclaration publique, M. Wisner a confirmé que Moubarak devrait avoir le droit de demeurer en poste.⁽⁵⁾ Selon le plan de Washington, cette transition devrait débuter avec un gouvernement « transitoire » soutenu par les forces armées et si possible chapeauté par Omar Souleiman, un homme fort qui jouit de la plus grande estime à Washington et à Tel Aviv.

Que faire de Moubarak? Samedi 5 février, le New York Times révélait que le gouvernement américain négociait avec l'armée égyptienne un plan pour envoyer Moubarak en Allemagne (le président égyptien aurait un cancer) pour un « check-up médical prolongé » si besoin, lui fournissant une porte de sortie digne si les manifestations continuent. [Et maintenant] Der Spiegel rapporte que Hosni Moubarak a un plan pour quitter l'Égypte et faire un « séjour à l'hôpital » en Allemagne, et que ce plan est plus concret que ce que les responsables veulent bien le laisser entendre.

L'affaire des islamistes: la malhonnêteté de l'Occident et des médias aux ordres

Le spectre de l'islamisme a servi de bouclier aux tyrans de Ben Ali et Moubarak vis-à-vis de l'Europe prête à tout pardonner. L'ex-ministre de l'Intérieur égyptien, Habib El Adly, serait à l'origine de l'attentat du Nouvel An contre les Coptes d'Alexandrie. Le clan Moubarak, les médias français et Nicolas Sarkozy, se sont servis de cet attentat d'Alexandrie pour accuser les Palestiniens et/ou les « islamistes égyptiens » en parlant « d'épuration religieuse » pratiquée, selon eux, contre les chrétiens du Moyen-Orient. Oumma (site musulman d'information et de débats) et La Vie (journal catholique) avaient été les seuls médias à souligner un fait singulier: l'absence de toute revendication formelle pour l'attentat d'Alexandrie. Cet élément méconnu du grand public n'a guère empêché la plupart des journaux français de reprendre à leur compte la version officielle du gouvernement égyptien. De plus, rien sur les démonstrations multiples de fraternité entre Coptes et Musulmans. Rien non plus sur les accusations portées contre le ministre de l'Intérieur égyptien concernant l'attentat de l'église d'Alexandrie.

« Selon des sources diplomatiques britanniques, écrit Alain Gresh, l'ancien ministre de l'Intérieur a établi depuis six ans une organisation dirigée par 22 officiers qui employait d'anciens islamistes radicaux, des trafiquants de drogue et des sociétés de sécurité pour mener des actes de sabotage à travers le pays au cas où le régime serait en difficulté. »

Il faut ajouter, concernant les Coptes, que le pouvoir voulait attiser les divisions entre musulmans et chrétiens pour pouvoir se présenter comme le garant de la stabilité. D'ailleurs, depuis le début des événements, et alors que la police a disparu des rues, aucun attentat contre un lieu de culte chrétien n'a eu lieu. Dans de nombreux cas, des prêtres et des imams ont prêché ensemble et des jeunes ont assuré la sécurité.⁽⁶⁾

« Dans cette situation ouverte, poursuit Alain Gresh, alors que la victoire des forces démocratiques n'est pas assurée, loin de là, nombre d'intellectuels et de politiques français et étrangers s'inquiètent des menaces qui pèseraient sur l'avenir de l'Égypte et pas sur le maintien de la dictature (lire Pascal Boniface, «Adler, BHL et Finkelkraut anxieux face à la perspective d'une Égypte démocratique», 7 février)! Pour ceux-là, qui ont rarement protesté contre la répression en Égypte ou en Tunisie (des milliers de personnes arrêtées, torturées, condamnées), qui sont bien silencieux sur le Maroc, le danger ne vient pas du maintien du régime, mais des Frères musulmans. Cette manière de décider pour les autres peuples est caractéristique d'une vision coloniale, d'une vision de grande puissance»(6).

De même, un article de Max LeVine, tente de sortir des clichés de diabolisation de l'Islam. Beaucoup de gens, écrit-il, y compris les dirigeants égyptiens, ont brandi la menace d'une mainmise des Frères musulmans pour justifier la dictature en citant l'Iran comme un exemple historique. Mais la comparaison souffre à cause de nombreuses différences historiques. Les Frères musulmans n'ont pas de dirigeant ayant la stature de Khomeïni et ça fait des dizaines d'années qu'ils ont renié la violence. Il n'y a pas non plus un culte du martyr prêt à surgir de hordes de jeunes, comme ce fut le cas au cours de la Révolution islamique. Mais il est clair aussi que la religion constitue une part importante de la dynamique qui se développe. En fait, la photo la plus représentative de la révolution est peut-être celle des gens sur la place de la Libération en train de prier, encerclant littéralement un groupe de tanks qui avaient été envoyés sur place pour asseoir l'autorité du gouvernement. (...) Il s'agit là d'une image de l'Islam radicalement différente de celle que la plupart des gens ont l'habitude de voir, aussi bien dans le monde musulman que dans le monde occidental: un Islam qui s'oppose pacifiquement à la violence d'Etat; une djihad pacifique et sans la présence des médias internationaux pour en parler.(7)

« Pour ceux qui ne comprennent pas pourquoi le président Obama et ses alliés européens ont eu tant de mal à se ranger aux côtés des forces de la démocratie, la raison est que la coalition des forces politiques et sociales derrière les révolutions en Tunisie et en Égypte – et peut-être ailleurs demain – constitue une menace bien plus grande au «système global», qu'Al Qaïda. Tout gouvernement «du peuple», islamique ou laïc, se détournera des politiques néolibérales qui ont enrichi les élites régionales tout en enfouissant la moitié ou plus de la population sous le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour. (...) En bref, si les révolutions de 2011 réussissent, elles créeront un système régional et global totalement différent de celui qui a dominé la politique économique globale depuis des décennies, particulièrement depuis la chute du communisme. »(7)

Il est vrai que les pays occidentaux se taisent, dans un silence complice avec les tyrans. Quand tout va bien « business as usual ». Les pays occidentaux préfèrent regarder ailleurs, les affaires sont les affaires. De plus, les dictateurs sont aux petits soins avec les dirigeants pour leurs petites escapades ou vacances. Il n'est que de voir comment tout le monde se presse au Maroc pour profiter des largesses du roi, il en est de même avec l'affaire de la Tunisie et de l'Égypte, où on a vu les plus hautes autorités profiter de la sueur des Tunisiens et des Égyptiens, sans état d'âme. Ils vont même jusqu'à indirectement s'ingérer au nom des droits de l'homme qu'ils découvrent, n'hésitant pas à lâcher leurs protégés pour ne pas hypothéquer l'avenir et refaire le même scénario avec la nouvelle équipe. L'Islam politique ne sert plus d'épouvantail, et comme le dit élégamment Burhan Ghalioun professeur à la Sorbonne: « Les masses arabes ont moins besoin d'un parfum de paradis que d'un grand vent de liberté ». Amen

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/8288555/Authoritarian-government-s-start-stockpiling-food-to-fight-public-anger.html>

2. Michel Chossudovsky, [Crise sociale en Égypte : Une aubaine pour les investisseurs de Wall Street et les spéculateurs](#), Mondialisation.ca, 6.02. 11

3. Steven Laurence Kaplan: Le pain reste le symbole de la contestation LeMonde.fr 07.02.11

4. Soledad Gallego: Van Rompuy et Ashton s'enlisent Díaz El País 08.02.2011

5. Michel Chossudovsky [Égypte: l'opération clandestine du renseignement étasunien](#), Mondialisation.ca, le 7 février 2011

6. Alain Gresh: En Égypte, rien n'est joué Le Monde Diplomatique mardi 8 février 2011

7. Max LeVine: <http://www.legrandsoir.info/L-emergenced'unnouvelordremondial>

Pr Chems Eddine Chitour : Ecole Polytechnique enp-edu.dz

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2011

Articles Par : **[Chems Eddine Chitour](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca